

membres du Plan. Un Conseil du Plan de Colombo pour la coopération technique dans le Sud et le Sud-Est asiatiques a été institué à Colombo, et un bureau a été ouvert pour représenter cet organisme. Le Service d'information du Bureau aide à faire mieux connaître le Plan de Colombo dans les pays membres en réunissant, en collationnant et en diffusant à l'intention des divers gouvernements tous les renseignements nécessaires touchant l'œuvre du Plan.

Depuis 1951, et si l'on inclut l'exercice 1962-1963, les contributions du Canada au Plan se sont élevées à un total de 423.2 millions de dollars. Une contribution de 41.5 millions est prévue pour l'année 1963-1964. L'aide fournie par le Canada au titre du Plan de Colombo a revêtu la forme de subventions; les principaux bénéficiaires ont été des pays du Commonwealth: Inde, Pakistan, Ceylan et Fédération de Grande-Malaisie. Les pays de la région qui ne sont pas membres du Commonwealth peuvent également bénéficier de l'aide canadienne et ont effectivement obtenu un apport considérable d'assistance technique, ainsi que de l'assistance-équipement.

Investissements et industrie

Comme a pu le relever le Comité consultatif à sa quinzième réunion, le taux de croissance économique dans les pays du Plan de Colombo a enregistré certains écarts, le produit national brut ayant dans certains cas augmenté de près de 9 p. 100 au cours de l'année à l'étude. En ce qui concerne le revenu par habitant, il y a eu des hausses atteignant 5 p. 100, et dans d'autres cas des diminutions. Ceci était dû en partie à un taux élevé d'accroissement démographique et en partie à des fluctuations de la production agricole dont les progrès ont été dans l'ensemble extrêmement lents. Le taux de l'investissement a toutefois accusé une hausse importante dans de nombreux pays, et on a pu remarquer, dans la plus grande partie de la région, une nette augmentation de la fraction qui représente la production industrielle par rapport à la valeur totale du produit national brut.

Le Comité a constaté qu'une planification générale et intégrée pour le développement économique et social était maintenant de règle dans tous les pays de la région. Les programmes de développement présentaient des variantes, mais portaient pour la plupart sur le développement de l'irrigation et des ressources hydrauliques, sur le besoin d'améliorer les techniques agricoles, d'élargir le mouvement coopératif et d'exploiter les ressources minières. Les pays du Sud et du Sud-Est asiatiques accordaient tous une place importante dans leur programmation, au développement industriel et à l'expansion des moyens de transport et des ressources énergétiques. Ils sont de plus en plus conscients de l'importance des ressources humaines et du besoin de développer celles-ci par la mise en œuvre de programmes d'éducation, de formation professionnelle, d'hygiène et de généralisation des collectivités.

L'augmentation constante des dépenses de mise en valeur a eu des répercussions défavorables sur la stabilité des prix dans un certain nombre d'États mem-